

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 27 – du 4 juillet au 11 juillet 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LA FORTE VULNÉRABILITÉ ÉNERGÉTIQUE DU PROCHE-ORIENT

Les systèmes énergétiques d'Israël et de la Jordanie sont les seuls de la région pouvant être considérés comme stables. La découverte de champs gaziers offshore a permis à Israël d'acquérir depuis plusieurs années une autonomie énergétique et de devenir exportateur net (vers l'Égypte, qui dispose d'unités de liquéfaction, et la Jordanie). En Jordanie, le système énergétique et électrique est stable mais coûteux pour les finances publiques et fondé sur une dépendance aux importations (à hauteur de 90%), notamment de gaz depuis Israël, pesant sur le déficit commercial et exposant le pays aux chocs exogènes.

LE CHIFFRE À RETENIR

12 Gw

**DÉFICIT ÉLECTRIQUE
DE L'IRAN**

L'Iran, l'Irak et l'Égypte ont priorisé leurs exportations d'hydrocarbures au détriment de leurs systèmes énergétiques domestiques. L'Irak dispose de ressources abondantes mais produit une quantité insuffisante d'électricité pour satisfaire sa demande. Cette situation résulte du choix de privilégier les exportations de pétrole, de torcher la majorité du gaz extrait des champs de pétrole et de ne pas développer plusieurs champs gaziers. L'Irak est ainsi contraint d'importer 40% à 50% de son gaz depuis l'Iran, alors que ce dernier ne parvient pas à équilibrer son propre système énergétique. L'Iran souffre en effet d'un déficit électrique structurel (12 GW) et fait face à des pénuries de gaz qui le contraignent à la fermeture temporaire d'usines et administrations. Cette situation, qui résulte d'une hausse de la consommation et d'une sous-exploitation des champs gaziers, contraint l'Iran à importer un volume croissant de gaz (depuis le Turkménistan et l'Azerbaïdjan) et à ne pas honorer en totalité ses exportations (vers la Turquie et l'Irak). En Égypte, les autorités continuent de privilégier l'exportation de GNL en dépit de l'effondrement de la production du champ de Zohr (-50% par rapport à 2015, alors qu'il représentait 50% des capacités gazières). Cette situation entraîne des coupures d'électricité lors des pics de chaleur.

Les pays connaissant une forte instabilité politique et économique (Liban, Syrie, Territoires palestiniens) sont dans une situation énergétique critique. Au Liban, l'opérateur national n'est plus en mesure de fournir, faute de moyens financiers, qu'au mieux 4 heures d'électricité par jour ; le reste de la demande étant essentiellement servi par les groupes électrogènes privés. En Syrie, les infrastructures énergétiques, déjà insuffisantes, ont fait l'objet d'un ciblage durant le conflit et la production d'électricité s'est effondrée (-67% entre 2011 et 2023). Les Territoires palestiniens sont quant à eux dans une situation de dépendance quasi-totale à l'égard d'Israël pour leur approvisionnement énergétique, alors même que leurs infrastructures sont sous-développées, ce qui aboutit à de graves pénuries d'électricité.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. AMÉLIORATION NOTABLE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SUR LES 3 PREMIERS TRIMESTRES 2023/2024

La balance des paiements affiche un excédent global de 4,1 Mds USD sur les trois premiers trimestres de l'exercice budgétaire 2023/24 (juillet 2023 à mars 2024), contre 281,9 M USD à la même période l'année précédente, selon la [Banque Centrale d'Égypte](#). Cette hausse est principalement due à un excédent de 4,5 Mds USD sur le T1 2024, attribué à l'augmentation sans précédent des investissements directs étrangers (23,7 Mds USD, +200 % en g.a en raison de l'arrivée des fonds liés au projet de Ras el Hekma). Cependant, le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 17,1 Mds USD (+223 % en g.a). Il est principalement imputable au retour des importations de GNL, à la diminution des recettes du Canal de Suez (5,8 Mds USD, en baisse de 7,4 % en g.a) et à la baisse des transferts de fonds des Égyptiens travaillant à l'étranger (14,5 Mds USD, en recul de 17,1 % en g.a). La légère hausse des revenus du tourisme (10,9 Mds USD, en progression de +5,3 % en g.a.) a partiellement compensé ces résultats.

2. PREMIÈRE DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE DEVANT LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Le Premier Ministre Mostafa Madbouly a présenté lundi 8 juillet sa [première déclaration devant la Chambre des représentants](#) depuis la formation du nouveau gouvernement. Le programme gouvernemental pour les trois prochaines années repose sur quatre piliers : assurer la sécurité nationale, améliorer le niveau de vie de la population, attirer les investissements et atteindre la cohésion nationale. Pour renforcer l'économie nationale, le gouvernement met l'accent sur le rôle crucial du secteur privé, en se concentrant sur le développement industriel et le potentiel de la main-d'œuvre égyptienne. La hausse du niveau des investissements étrangers est fixée à 14 % d'ici 2030, dont 65 % provenant du secteur privé. Le Premier Ministre a souligné que, outre la stabilité des frontières, les enjeux de sécurité incluent la sécurité énergétique, hydrique et alimentaire. En matière sociale, les priorités sont la mise en place du système d'assurance maladie universelle et le renforcement du système éducatif.

3. NOMINATIONS DES NOUVEAUX VICE-MINISTRES ET GOUVERNEURS.

Quelques jours après la formation du nouveau gouvernement égyptien, vingt-trois vice-ministres ont été officiellement nommés et ont pris leurs

fonctions. De plus, la liste des vingt-sept [gouverneurs égyptiens](#) a également été rendue publique, avec seulement six gouverneurs reconduits dans leurs fonctions.

IRAK

1. IRAQI AIRWAYS REPREND SES VOLS DIRECTS VERS PÉKIN ET MOSCOU

La compagnie aérienne nationale *Iraqi Airways* a annoncé la reprise de ses vols directs Bagdad-Pékin et Bagdad-Moscou, à raison de deux vols hebdomadaires, respectivement à compter du 6 et du 16 juillet. Pour mémoire, en octobre 2023, *Iraqi Airways* avait déjà repris ses vols directs entre Bagdad et Guangzhou, dans le sud de la Chine. Alors que la compagnie irakienne figure toujours sur la liste noire des transporteurs aériens interdits dans l'Union Européenne, *Iraqi Airways* continue de travailler sur une remise à niveau technique afin de pouvoir répondre aux spécifications requises par l'*Air Safety Committee* (ASC) de la Direction générale de la mobilité et des transports de la Commission européenne (DG MOVE).

2. ACCORD ENTRE LE TURKMÉNISTAN ET L'IRAN POUR LA FOURNITURE DE GAZ À L'IRAK

Le Turkménistan et l'Iran ont signé le 3 juillet un contrat pour la livraison de 10 Mds de m³ de gaz turkmène par an, que l'Iran acheminera ensuite vers l'Irak pour alimenter ses centrales électriques. L'accord, annoncé par le ministère des affaires étrangères du Turkménistan, précise que des entreprises iraniennes construiront 3 stations de pompage ainsi qu'un gazoduc de 125 kilomètres vers l'Iran afin d'accroître la capacité de livraison du Turkménistan. Aujourd'hui, en moyenne près d'un tiers de l'électricité irakienne est produite à partir de gaz iranien – alors que la production de gaz iranien suffit à peine à répondre à la demande domestique de l'Iran depuis plus de deux ans. La mise en œuvre de cet accord permettrait ainsi à l'Irak de diversifier ses sources d'approvisionnement – bien que la livraison reste en partie à la main de l'Iran – et de satisfaire ses besoins croissants en électricité, estimés à 34 GW lors des périodes de pic alors que la production effective d'électricité n'atteint actuellement que 27 GW.

IRAN

1. INTERCONNEXION DES RÉSEAUX BANCAIRES IRANIENS ET RUSSES

Le gouverneur de la Banque Centrale a confirmé cette semaine la signature du premier accord de facilité monétaire bilatéral entre l'Iran et la Russie. Dans la première phase de cet accord, prévue en septembre 2024, les réseaux de paiement russe (MIR) et iranien (SHETAB) seront connectés et accessibles aux particuliers. Cette connexion permettra aux opérateurs iraniens de retirer des roubles dans des distributeurs russes à l'aide de leur carte bancaire iranienne et, dans un second temps, aux Russes de faire de même en Iran. La Banque Centrale iranienne envisage également de mettre en œuvre un projet de « Rial offshore », permettant de faciliter les échanges avec la Russie, l'Afghanistan et l'Irak.

2. PÉNURIE D'ÉLECTRICITÉ

Dans un entretien du 10 juillet avec l'agence de presse « Iranian Labor », le Vice-Président de la Commission industrielle de la Chambre de commerce et d'industrie d'Iran, Abbas Jebalbarez, a déclaré que les coupures d'électricité durant la période estivale affecteraient l'industrie iranienne plus encore que les années précédentes. Sur la période qui court de juin à septembre, la plupart des unités de production devront, déclare-t-il, cesser complètement leurs activités un à deux jours par semaine, entraînant une baisse sensible de l'activité économique du pays. M. Abbas a en outre regretté que plusieurs entreprises ayant fait le choix, d'utiliser des générateurs diesel pour ne pas interrompre leur production durant les journées de « blackout », aient été accusées par les autorités de favoriser la contrebande de fuel. Pour rappel, le déficit de puissance électrique en Iran aurait avoisiné les 12 GW en 2023.

3. DÉPRÉCIATION MONÉTAIRE ET INFLATION

Selon le Centre National des Statistiques, la croissance des prix en **moyenne annuelle** s'est élevée à **36,1 %** au mois de Khordad (21 juin 2024), en réduction de 0,9% par rapport au mois précédent. L'indice des prix en **glissement annuel** a, quant à lui, progressé de 0,9% par rapport au mois précédent, atteignant **31,9 %**. En dépit du blocage des prix de certaines denrées, mais aussi du taux de change préférentiel dont bénéficient les importateurs de produits de première nécessité – et compte tenu d'une dépréciation de 18 % du rial sur la période considérée - l'indice de prix en devises étrangères aurait augmenté de **13,9 %** en g.a. Dans

une autre étude, il a été observé qu'au cours des deux dernières années, le panier de consommation du premier décile de la population (les 10% d'Iraniens les moins fortunés) a enregistré une inflation de 118 %, contre 121,5% pour celui du dixième décile (les 10% d'Iraniens les plus fortunés). Ces éléments renforcent la position des partisans, de plus en plus nombreux, de l'abandon de la politique de taux de change multiple.

ISRAËL

1. EDF REMPORTE L'APPEL D'OFFRES POUR LA NOUVELLE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE D'ASHELIM 3

EDF-Energies Renouvelables assurera le financement, la planification, la construction, l'exploitation et la maintenance d'une installation photovoltaïque d'environ 110 MW. EDF s'est engagée sur un prix record de moins de 0,07 ILS par kWh. C'est la moitié du prix du marché actuel. Cela augmentera la capacité de deux centrales thermo-solaires, respectivement 300 et 400 MW, existantes à Ashelim. L'objectif ambitieux du gouvernement est d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 30% d'ici 2030, cette part est actuellement de l'ordre de 13%.

2. LE MARCHÉ AUTOMOBILE ISRAËLIEN DE PLUS EN PLUS ÉLECTRO-ASIATIQUE.

Sur les six premiers mois de l'année, 155 000 véhicules individuels ont été importés en Israël, soit 11% de moins que l'an dernier. La part de marché des véhicules chinois ne cesse de grimper et s'est établie à 22,3% (et même 65% pour les seuls véhicules électriques!). En Europe la part de marché chinoise est de moins de 5%. Les marques asiatiques (Corée, Chine et Japon) sont désormais nettement majoritaires en Israël où elles contrôlent 70% du marché.

3. LA BANQUE CENTRALE RÉVISE SA PRÉVISION DE CROISSANCE À LA BAISSE.

Pour la quatrième fois depuis janvier, le comité monétaire de la Banque d'Israël a maintenu le taux directeur à 4,5%. La Banque Centrale a aussi abaissé sa prévision de croissance du PIB pour 2024 de 2 % à 1,5 % et pour 2025 de 5 % à 4,2 %. Le gouverneur Amir Yaron s'est par ailleurs prononcé pour une réadmission des travailleurs palestiniens dont l'absence est un handicap majeur pour la construction de logements et pourrait donc alimenter une crise immobilière déjà latente.

4. LANCEMENT D'UNE NOUVELLE COMPAGNIE AÉRIENNE (AIR HAIFA)

AirHaifa, quatrième compagnie aérienne israélienne, vient d'être lancée par les entrepreneurs Nir Zuk (fondateur de Palo Alto Networks) et Gonen Ossishkin (ancien DG d'El Al). La nouvelle compagnie, qui se définit comme « low cost », commencera en septembre par desservir Eilat et quelques destinations de Méditerranée orientale depuis l'aéroport de Haïfa. Sa flotte sera constituée de 3 ATR 72-600 livrés à partir de fin juillet.

JORDANIE

1. BAISSÉ DES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Selon la Chambre d'Industrie d'Amman les exportations industrielles sont passées de 3,5 Mds JOD (4,9 Mds USD) au cours des six premiers mois de l'année 2023 à 3,4 Mds JOD (4,79 Mds USD) sur la même période de 2024, soit une baisse de -2,8 % en glissement annuel (g.a.). Les exportations de l'industrie minière ont notamment diminué de -32,3 % en g.a. En revanche, les exportations de cuir et de textile ainsi que du secteur du caoutchouc et des plastiques ont enregistré, respectivement, une hausse de +2,1 % et de +30,8 % en g.a. En termes de destination des exportations, les pays arabes sont les premiers acheteurs de produits industriels jordaniens, pour un montant d'exportations de 1,5 Md JOD (2,11 Mds USD). Les exportations vers l'Arabie Saoudite ont toutefois diminué de -7 % en g.a. et représentent à présent 389 M JOD (548 M USD). Les exportations à destination des Etats-Unis ont quant à elles augmenté de +71 % en g.a. pour atteindre 941 M JOD (1,3 Md USD).

2. SIGNATURE D'UN MOU ENTRE LA WAJ ET WATURA

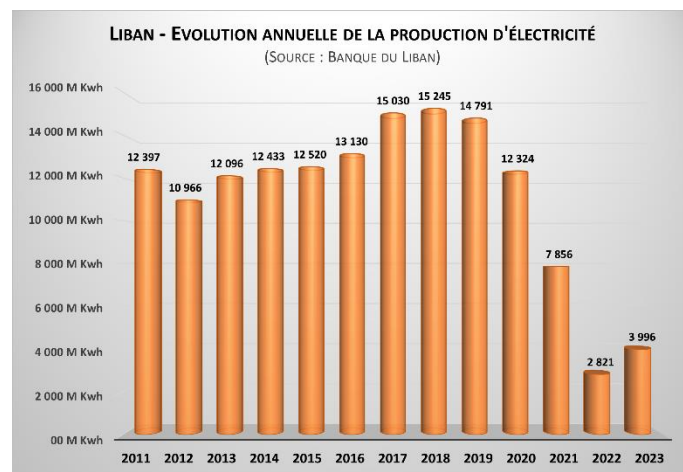
La Water Authority of Jordan (WAJ) et l'entreprise française WATURA (société spécialisée dans la formation professionnelle aux métiers de l'eau et l'assainissement) ont signé, le 8 juillet 2024, un MoU pour le développement, en Jordanie, d'une plateforme d'e-formation aux métiers du secteur de l'eau et de l'assainissement. Ce projet est financé par le Fonds d'Étude et d'Aide au Secteur Privé (FASEP) de la Direction Générale du Trésor, fonds destiné à financer des études de faisabilité ou des projets démonstrateurs de technologies vertes et innovantes. Il s'agit du premier projet soutenu par un FASEP en Jordanie depuis 2016. Le dernier portait sur une assistance technique de l'entreprise française Egis à la Yarmouk Water Company pour améliorer

l'approvisionnement en eau des gouvernorats du nord du Royaume.

LIBAN

1. NOUVEAU RISQUE D'UNE PÉNURIE TOTALE D'ÉLECTRICITÉ PUBLIQUE

La production d'électricité publique, qui permettait jusqu'à présent de fournir en moyenne 4 heures d'électricité par jour, fait l'objet d'un rationnement depuis plusieurs jours, afin de donner la priorité aux infrastructures vitales du pays (aéroport, ports, stations de pompage d'eau, prisons). L'approvisionnement en fuel des deux grandes centrales du pays est assuré en grande majorité depuis près de trois ans par l'Irak, dans le cadre d'un contrat de *swap* prévoyant un règlement en LBP visant à offrir des services (notamment médicaux) aux ressortissants irakiens. Ces règlements ne sont plus honorés par la Banque du Liban en l'absence de validation de cet accord par le Parlement libanais. Les derniers navires censés ravitailler en fuel les centrales libanaises n'ont ainsi pas pu débarquer suite à la décision des autorités irakiennes, qui pourraient toutefois accorder un nouveau délai de grâce à l'État libanais.



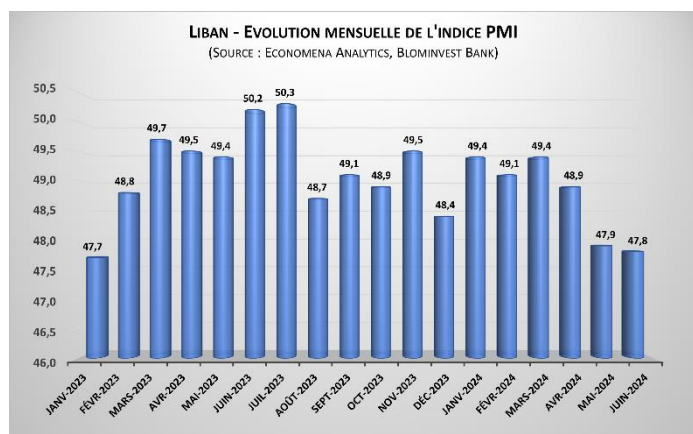
2. MISE EN CIRCULATION PAR UNE SOCIÉTÉ PRIVÉES DES BUS OFFERT PAR LA FRANCE AU LIBAN

La société privée d'exploitation de transports en commun ACTC a annoncé la mise en circulation progressive d'une flotte de 93 bus comprenant 49 bus RATP offerts par la France au Liban il y a plus de deux ans. ACTC a remporté en mars dernier l'appel d'offres, validé par l'Autorité des marchés publics, pour l'exploitation pendant 4 ans des bus, qui restent la propriété de l'Office des transports en commun (OCFTC), dont la mission devrait désormais se recentrer sur la supervision du secteur. La gestion

de la flotte et de la main d'œuvre sera assurée par ACTC, qui reversera 10% de ses recettes à l'État libanais.

3. BAISSÉ DU PMI EN JUIN DANS LA PERSPECTIVE D'UNE SAISON ESTIVALE INCERTAINE

Le Purchasing Managers' Index (PMI) s'est établi à 47,8 en juin 2024, alors qu'il avait atteint 50,2 en juin 2023. L'indice connaît une baisse depuis le mois de mars 2024, où il avait atteint 49,4, ce qui semble indiquer un contexte moins porteur pour le secteur privé libanais. Pourtant, l'approche de l'été aurait dû se traduire par une amélioration du PMI compte tenu de la saisonnalité de l'économie libanaise, désormais très dépendante des retours saisonniers de la diaspora. Les attentes du secteur privé restent toutefois mitigées, compte-tenu des instabilités sécuritaires (avec la poursuite du conflit au Sud-Liban et le risque de son élargissement), mais aussi des incertitudes politiques (vacance institutionnelle persistante) et économiques (absence d'avancées sur l'adoption d'un programme FMI).



TERRITOIRES PALESTINIENS

1. SOUTIEN DE 10 M€ DE L'AFD DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL.

L'Agence Française de Développement a signé avec les ministres palestiniens des finances et des collectivités locales une subvention de soutien au programme de développement municipal palestinien d'un montant de 10 M€, mené en partenariat avec la Banque Mondiale. Le projet aidera les municipalités palestiniennes à améliorer la délivrance de services primaires à leurs populations, en particulier dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, de la gestion des déchets ainsi que des transports publics, dans un contexte de sévère crise économique et sociale en Cisjordanie.

Lors de la signature, le Consul Général de France à Jérusalem, M. Nicolas Kassianides, a déclaré que le financement additionnel de l'AFD, en réponse à l'urgence, bénéficierait à 163 municipalités en Cisjordanie et à Gaza (quand les conditions le permettront) et un million de citoyens.

Sept autres bailleurs internationaux, notamment la KfW et GIZ, la Banque Mondiale, SDC et la coopération danoise participent également au fonds de soutien à ce programme, qui en est aujourd'hui à sa 4^{ème} phase pour un montant total de 117 M EUR.

2. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE BRÉSIL ET L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Lors du 64^{ème} sommet du Mercosur qui s'est tenu au Paraguay le 8 juillet dernier, le Brésil a ratifié un accord de libre-échange avec l'Autorité palestinienne.

Selon le ministère de l'Économie nationale palestinien, les importations en provenance du Brésil se sont élevées à 47 M USD en 2022 et concernent essentiellement le secteur agro-alimentaire et pharmaceutique.

Les exportations palestiniennes vers le Brésil sont pour leur part essentiellement composées de dattes, pour un montant de 0,5 M USD.

Selon le ministère de l'économie nationale, l'accord de libre-échange entre les deux pays permettra la levée des obstacles douaniers au commerce, une augmentation du volume des échanges commerciaux entre les deux pays et une augmentation des opportunités d'investissement.

SYRIE

1. LA SYRIE ET L'ARABIE SAOUDITE RÉTABLISSENT UNE LIAISON AÉRIENNE RÉGULIÈRE

Une liaison aérienne régulière entre Riyad et Damas se rétablit cette semaine après 12 ans de suspension, selon les annonces du gouvernement syrien dans un communiqué. Cette décision fait suite au feu vert des autorités saoudiennes pour les vols de pèlerins syriens voyageant de Damas à La Mecque pour accomplir le Hajj en mai et juin.

Syrianair devrait organiser deux vols entre Damas et Riyad tous les mercredis, a annoncé la compagnie aérienne nationale au début du mois de juillet. Les vols pourront être réservés via les bureaux de Syrianair, tandis que les réservations en provenance d'Arabie Saoudite seront gérées par l'agence de voyage Al-Shahin.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4488	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	51,6	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr